

Saint-Denis, 11 février 2007

Rassemblement de l'Alliance

Intervention de Paul Vergès

Unir les Réunionnais pour le développement de l'île ou L'heure de la responsabilité

Chers amis, chers invités, chers camarades, merci d'être venus si nombreux à l'invitation de l'Alliance, malgré les obstacles, malgré la fermeture de la route du littoral. Merci d'avoir répondu à cette invitation pour réfléchir ensemble à ces questions que nous nous posons tous.

En ces premières années du nouveau siècle, alors que tout a changé, dans tous les domaines, dans le monde, dans notre région et à La Réunion même, nous nous interrogeons : que faire pour que notre île, nos compatriotes, notre jeunesse affrontent et surmontent les obstacles sur notre route et que La Réunion rassemble tous ses fils et toutes ses filles pour enfin réaliser ce développement réel et durable dont chacun rêve pour son pays, ses compatriotes et sa famille ? Que faire ?

Nous sommes à la croisée des chemins. Lequel choisir pour éviter les erreurs d'hier, pour trouver des solutions justes à nos problèmes, énormes, d'aujourd'hui, pour faire face, en un mot, aux responsabilités de chacun, à quelque poste de responsabilité où il se trouve. La responsabilité de chacun d'entre nous est considérable et on n'y échappera pas par des cris ou des accusations. Chacun de nous est au pied du mur. Il s'agit, d'abord, d'avoir sa propre conviction et, ensuite, de pouvoir convaincre tout le monde des solutions à apporter. C'est un problème extrêmement difficile à résoudre et qui ne tolère aucune démagogie, aucun mensonge. Pour cela rappelons-nous le vieux proverbe africain : « si tu ne sais pas où aller, souviens-toi d'où tu viens ».

Le bilan

Or, il y a un an, le 60^{ème} anniversaire de la loi d'abolition du statut colonial et de l'accès en 1946 au statut de département d'outre-mer a pris un grand éclat. Pourquoi ? Parce que ce fut l'occasion d'un bilan. On oublie trop la misère coloniale de l'époque. On se préoccupe aujourd'hui de la croissance démographique, mais, juste après la guerre, nous sortions d'années où la population avait diminué, le nombre de décès dépassant le nombre de naissances. Nous subissions alors toutes les maladies tropicales, le paludisme, l'éléphantiasis, la tuberculose : les gens mouraient sans pouvoir se faire soigner. Plus de 90 % de la population étaient illettrés. La violation des libertés les plus élémentaires était la règle. On vivait sous la pression et dans la peur. C'était le régime de la glorification du racisme, de la négation ou du mépris des cultures non européennes.

Il a fallu plus d'un demi-siècle pour accéder à l'égalité des droits, à la pleine citoyenneté. Pendant ce demi-siècle, notre peuple s'est divisé en deux camps : ceux qui étaient partisans de l'assimilation dans tous les domaines. Dans cette société régie par la pleine assimilation, aucune exception n'était visible. De l'autre côté, se situaient les partisans de l'intégration institutionnelle, c'est-à-dire de l'intégration certes dans la République, mais avec la volonté de tenir beaucoup plus compte de nos difficultés et spécificités propres, économiques, sociales et

culturelles, et de laisser une place plus large à la responsabilité des Réunionnais pour résoudre leurs propres problèmes. L'égalité a été obtenue vers 1996, 50 ans après la proclamation de la Loi du 19 mars 1946.

Aujourd'hui, cette égalité sociale est, pour l'essentiel, acquise. Un cycle se termine donc. Ce cycle qui a vu la bataille pour les intérêts généraux des travailleurs et de la population, ce cycle est terminé. C'est un demi-siècle d'efforts considérables mais qui a fait négliger, au profit de la garantie des droits sociaux, le développement économique du pays.

Nouveau cycle

Nous sommes maintenant devant une situation nouvelle. Il ne s'agit plus de réclamer au nom du statut départemental des droits de citoyen, puisque nous avons fini par les obtenir. Notre débat actuel est, pour l'essentiel, tourné vers le but qui, aujourd'hui, se présente à nous : l'égalité sociale conquise, comment allons-nous développer La Réunion pour résoudre ses problèmes qui se sont aggravés pendant ce demi-siècle ? C'est cela la responsabilité de chaque Réunionnais : réfléchir, élaborer les solutions nécessaires. Il n'y a pas à proclamer à chaque campagne électorale « voilà ce qu'on veut ! Voilà qui est responsable ! », mais à démontrer aux uns et aux autres qu'on est capable de résoudre nos problèmes. (Applaudissements) C'est cela l'essentiel dans la période que nous vivons.

En 50 ans, nous avons conquis l'égalité des allocations familiales, l'égalité du SMIC, l'égalité des minima sociaux, etc. On a conquis ce qu'on nous refusait. Mais, pendant ces 50 ans, avons-nous créé les conditions du développement de notre pays ? En cela, le bilan est beaucoup plus contrasté. Nous devons le regarder avec objectivité sans attitude partielle.

De 1946 à aujourd'hui La Réunion est passée de 240 000 à 800 000 habitants et nous allons vers le million d'habitants à l'horizon 2025. Il est évident que les conditions de vie, même pour les plus précarisés, sont moins graves que ce que vivaient, à l'époque, celles et ceux qui se cloîtraient chez eux, dans la misère, ou mendiaient dans les rues. Mais, même si ce niveau de vie a augmenté, il n'en reste pas moins que l'organisation de notre société fait qu'aujourd'hui sur près de 800 000 habitants, près de 300 000 relèvent des minima sociaux ce qui témoigne de la précarité et de la misère de leur situation. Ils relèvent de la CMU (Couverture Médicale Universelle), autrement dit, ils sont au niveau du seuil de pauvreté ou au-dessous, ils n'ont pour horizon que l'espoir d'un emploi précaire. On en parle peu dans les médias, dans les discours, dans les cérémonies officielles, mais ils sont là, devant nous : la moitié de la population de La Réunion vit dans la pauvreté et la précarité. Voilà la vérité ! Voilà ce qu'il faut dire ! (Applaudissements). Parmi ces 400 000 personnes, se retrouvent les 75 000 foyers au RMI, les 120 000 illettrés, les 100 000 chômeurs. C'est une précarité qui se renouvelle elle-même et qui grandit chaque année. C'est la menace la plus grave qui pèse sur notre société qui n'est pas simplement une société d'inégalités et d'injustices, mais qui risque d'être demain une société d'implosion sociale ou sinon d'explosion de l'ordre public. Voilà le problème qui est devant nous qu'on ne résoudra pas par des grands cris poussés à chaque période électorale. On le règlera en unissant les Réunionnais et en imposant la sortie des injustices et des inégalités.

La structure sociale fait cohabiter une moitié de la population qui est dans la misère et la précarité, et une autre moitié qui est au travail. Mais dans cette moitié au travail, la moitié appartient à la Fonction publique, qui défendant ses intérêts et ses avantages acquis, atteint un niveau de vie au moins équivalent à celui de leurs collègues de métropole. Cela introduit dans notre société une différence de niveau de vie qui va aller en s'aggravant : nous devons le voir clairement.

L'île aux 500 ravines

Nous devons voir un autre problème. Du fait des changements climatiques, notre pays va connaître des phénomènes extrêmes. Autrement dit, ce qui est l'exception dans notre histoire des cyclones – par exemple, 1932 et 1948 avec des dizaines de morts et la destruction de nos équipements –, risque de devenir la règle. Dans ce danger aggravé, se pose le problème de l'eau. Lors des élections législatives et des élections municipales, des gens viendront vous demander de voter pour eux. Mais pourquoi, dans cette île aux 500 ravines, une seule rivière est-elle endiguée, la rivière où il y a le moins d'eau ? Pourquoi, dans les années 80, la Rivière des Galets a-t-elle été déclarée en situation d'urgence ? Parce qu'à côté il y avait une population en augmentation et de grands équipements nécessaires à toute La Réunion comme la centrale thermique, les infrastructures portuaires et industrielles. Pourquoi la mairie a-t-elle fait de cet endiguement sa priorité ? Parce que, quel que soit le moment où éventuellement la catastrophe interviendra, la population sera protégée. Tous ceux qui, ailleurs, sont en place, tous ceux qui voient leur ville menacée par la moindre crue, pourquoi ne réalisent-ils pas les endiguements nécessaires, alors que cela relève de la responsabilité des collectivités locales ?

J'entends dire avec raison que c'est un scandale qu'on ne construise pas plus de maisons, que le prix du terrain est exorbitant. Mais qu'ont fait tous les maires, au moment où l'augmentation de la population posait la question de la construction de logements supplémentaires ? Qu'ont-ils attendu pour faire des réserves foncières, pour disposer des terrains nécessaires aux besoins élémentaires de la population ? Il ne s'agit pas de pleurer et d'accuser les autres ! Cela relève d'abord de leur responsabilité. Quand nous sommes arrivés au Port, il y avait peu de terrains et une population en augmentation. Pourquoi la mairie du Port et les institutions publiques ont-elles fini par contrôler les deux tiers du foncier de la commune ? Grâce à cela on a pu construire le nouveau port ; grâce à cela on a pu aménager des zones d'activité ; grâce à cela on a réalisé une ville nouvelle. Pourquoi ce qui s'est fait là dans des conditions difficiles ne s'est-il pas fait ailleurs, partout ailleurs, sans exception ? (Applaudissements) Il faut d'abord prendre ses responsabilités, les remplir pour être plus forts et pour exiger que l'autre remplisse les siennes.

Depuis 1946, la population réunionnaise a été multipliée par 3, et bientôt par 4, et la moitié de cette population vit dans la précarité. On compte 100 000 chômeurs. Cependant, ce bilan négatif ne doit pas masquer les avancées considérables. En août dernier, 243 000 jeunes de la maternelle à l'Université ont fait leur rentrée scolaire. C'est exactement la totalité de la population de La Réunion en 1946. Un effort considérable a donc été fait, même si cet aspect positif ne doit pas nous faire oublier les milliers d'illettrés qui sortent du système scolaire. Nous devons voir la vérité en face. Le niveau de la santé a augmenté considérablement. Mais, si à l'époque de la colonie les gens n'étaient pas soignés, à notre époque, les soins commencent à coûter un peu trop cher. Ce bilan peut être fait dans tous les domaines. Mais, quels que soient ces résultats, ils ne constituent pas le cadre suffisant pour la réalisation d'un développement durable de La Réunion. Comment se préparer aux défis du rendez-vous inéluctable de 2025, tout en s'attaquant aux urgences d'aujourd'hui : l'emploi, le logement, le pouvoir d'achat, la volonté d'agir, d'entreprendre et non de subir avec résignation ou avec des cris d'impuissance.

Bouleversements

Le bilan est à faire en regardant également les changements dans notre région. En 1946, quand La Réunion est devenue un département d'outre-mer, les îles du sud-ouest de l'océan Indien, Madagascar, Maurice, les Comores, les Seychelles, La Réunion, comptaient 5 millions d'habitants. Aujourd'hui, ces îles qui siègent à la COI (Commission de l'Océan Indien) comptent plus de 24 millions d'habitants et, en 2050, dans 4 décennies seulement, elles compteront 48 millions d'habitants : tous les problèmes de notre région en sont bouleversés.

Sur un autre plan, l'Union européenne, qui n'existait pas en 1946, regroupe aujourd'hui 27 pays. Si les fonds structurels européens ont été un élément décisif dans notre développement, n'oublions pas qu'il faut constamment se battre auprès de Paris et de Bruxelles pour que les dotations ne diminuent pas pour La Réunion, même si les 27 pays demandent un autre partage. C'est un événement considérable que nous ayons pu sauvegarder cette fois-ci, pour la période 2007-2013, un niveau de crédit équivalent à celui de la période 2000-2006, un niveau équivalent globalement, ce qui signifie un léger recul si l'on compte par tête d'habitant.

Au-delà de l'augmentation démographique et des politiques d'intégration à l'Europe, il y a la mise en place, jour après jour, de la mondialisation. La libéralisation des échanges nous impose des contraintes. Comment un planteur de canne, de Grand Coude ou de Bras Fusil par exemple, peut-il comprendre que, dans le cadre de la mondialisation des échanges, sur plainte du Brésil, de l'Australie et de la Thaïlande, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) impose à l'Union européenne (UE) une réforme de son marché du sucre qui signifie une baisse de 39 % du prix du sucre garanti jusqu'ici par l'UE aux planteurs réunionnais. Comment ce planteur pourra-t-il survivre avec ses quelques hectares de canne ? C'est une longue bataille qui a été menée, mais la garantie du prix du sucre, qui évite une ruine immédiate, n'est assurée que jusqu'en 2013. Après 2013, qu'allons-nous devenir ? Comment allons-nous faire pour affronter cette échéance ?

En finir avec l'irresponsabilité

Simultanément à tous ces problèmes à résoudre, nous savons que la population augmente. Les chiffres de l'INSEE posent à tout responsable politique de La Réunion un problème : en 2000, la population active, autrement dit, les hommes et les femmes en âge de travailler, était de 300 000 personnes, dont 100 000 chômeurs. En 2030, c'est-à-dire demain, — et vous connaîtrez ce moment-là —, il y aura 444 000 personnes en âge de travailler, soit 144 000 de plus qu'aujourd'hui. Le problème est posé devant tout politique responsable : comment faire pour résorber les 100 000 chômeurs actuels et mener une politique active capable de créer des emplois pour les 144 000 personnes supplémentaires ? Voilà la vérité des chiffres ! Aucun cri, aucune démagogie comme « Vote pou moin, moin lé meyèr k-lot » ne créera un emploi de plus. Nous avons à juger tous les gouvernements, tous sans exception, depuis 1946, qui ont tenté d'éviter d'affronter ce problème social en distribuant des miettes à chaque crise sociale ou à chaque période électorale. Qui a oublié les « quinzaines de chômage », « l'argent carnet », puis les contrats emplois-jeunes et les contrats d'avenir ? Dans tous les cas, au bout de quelques années, on vous met dehors. Comment imaginer qu'une ou un jeune puisse rêver à son avenir lorsqu'on lui offre un « emploi aidé » et qu'après quelques années cet emploi lui est supprimé ? Et que demande la classe politique réunionnaise au gouvernement ? Essentiellement « Augmentez les emplois aidés ! »... surtout en période électorale. Et ensuite, ils demandent à la population de voter pour eux. « Mé vote pou toué, aprésa kosa mi fè ? » Cette attitude a eu cours pendant des dizaines d'années. Il faut en finir avec cette irresponsabilité absolue dans notre pays, il faut en finir ! (Applaudissements) Il faut des « emplois aidés » mais avec une obligation de résultat, c'est-à-dire que les années de précarité doivent être utilisées pour la formation et ne prendre fin qu'avec une véritable insertion sociale.

Chacun, dans son propre domaine, doit voir les problèmes qui sont devant nous : les 144 000 personnes actives de plus dans les 20 ans à venir, la compétition de l'Europe avec les Etats-Unis, la Chine et d'autres pays émergents, etc. Comment allons-nous traverser cette période dans les meilleures conditions ? Ce problème à résoudre est un des plus difficiles qui soient.

Dans nos assemblées, nous sommes tenus d'agir dans le cadre de nos compétences. Les compétences du Conseil régional portent sur l'aménagement du pays et son avenir, celles du Conseil général concernent les problèmes sociaux (RMI, ADI, etc.), le domaine de l'Etat s'étend notamment à l'emploi, au logement, à l'enseignement et à la sécurité. Nous devons

tenter, dans nos limites, de faire le maximum possible et essayer d'agir pour que, dans les autres secteurs qui ne relèvent pas de notre compétence, il y ait aussi une marche en avant. Car notre problème commun est de voir comment rattraper notre retard et construire un véritable développement économique et une nouvelle cohésion sociale.

Crédits contractuels

Des contrats lient les collectivités à l'Etat. Pour la période 2000/2006, par exemple, le Contrat de plan a garanti aux collectivités locales un certain montant de crédits leur permettant d'intervenir dans leur domaine de compétences. Pour la Région, ce sont l'aménagement du territoire, la construction des lycées, l'avancement des routes nationales, l'Université, la recherche, etc. Pour le Conseil Général, ce sont les collèges et autres activités sociales.

A côté de cela, nous avons aussi avec l'Europe un engagement contractuel, les Programmes Opérationnels Européens (POE). Nous venons de finir de négocier ces contrats pour la période 2007/2013, afin d'avoir les moyens de réaliser le rattrapage de notre retard en formation professionnelle et formation supérieure, ou encore dans les domaines de la pêche et la coopération régionale. Mais, si les crédits de la période 2000/2006 nous ont permis de construire des lycées, d'encourager la recherche, etc., ils n'ont pas permis de rattraper suffisamment notre retard. C'est pourquoi, en plus de ces engagements contractuels, nous avons engagé avec l'Etat le débat sur les deux aménagements d'urgence les plus coûteux.

Le premier est la route littorale. On peut toujours discuter de la justesse du choix, il y a 50 ans, de cet itinéraire, mais il a été fait il y a plusieurs décennies et, aujourd'hui, cette liaison directe est devenue essentielle pour la marche de l'économie du pays et le fonctionnement de notre société. Outre les victimes humaines, vous avez vu le désordre causé dans la vie économique et sociale par le grand éboulement de mars 2006 : les camions ne pouvaient plus passer, le kérosène devait faire le tour de l'île par Saint-Philippe pour arriver à l'aéroport Roland Garros, les transports de marchandises, les livraisons étaient réduites, les gens devaient passer par la Montagne. Ce fut un affaiblissement considérable de la compétitivité économique de notre pays. La sécurisation et l'utilisation permanente d'une nouvelle route vont coûter au minimum 1 milliard d'euros.

L'autre aménagement doit permettre de maintenir et d'améliorer la circulation dans l'île. A la fin de l'année 2006, les routes réunionnaises ont compté 338 000 voitures. Chaque année, on immatricule 30 000 nouvelles voitures. Eh bien, prenez un enfant du cours élémentaire, faites-lui faire un calcul mental — ça fera plaisir au Ministre de l'Education nationale — : combien de kilomètres représentent 30 000 voitures avec un empattement de 5 mètres au sol ? 150 kilomètres ! Il est impossible de construire 150 km de routes supplémentaires chaque année. Nous sommes dans une impasse et l'urgence est donc d'offrir à temps une solution alternative à la voiture. C'est pourquoi nous avons proposé le tram-train.

La première partie du trajet Sainte-Marie/Saint-Paul, coûtera 1 milliard 300 millions d'euros. Mais certains maires auront à s'expliquer devant la population. En effet, parce que c'est la Région qui a proposé le tram-train, des maires de l'Est ont refusé qu'il entre à Saint-André et aille dans les autres communes. De même dans le Sud, des maires ont douté des possibilités de financement et proposé, à la place du tram-train, un TCSP Bus (Transport en Commun en Site Propre). Or, un tel équipement relève des communes. Depuis leur annonce, où se trouve leur TCSP Bus ? Il n'est pas possible d'avoir des élus aussi irresponsables. La Réunion a des intérêts généraux sur lesquels on doit pouvoir rassembler toute La Réunion et dépasser les batailles politiciennes qu'on connaît aujourd'hui. Car qui paye les conséquences ? Eh bien, ce sont les populations de Saint-André, de Bras-Panon, de la Plaine, de Salazie, de Saint-Benoît ou de Sainte-Rose. Quand, dans le Sud, on nous dit que le tram-train ne passera pas à Saint-

Louis, c'est tout le reste du Sud qui est condamné. La mairie de Saint-Louis ne peut-elle s'occuper en priorité du tram-train plutôt que d'autres choses ?

Grands travaux et emplois

Concernant ces deux aménagements, la nouveauté c'est qu'en dehors du rythme important du contrat 2000/2006, on obtient quasiment la même chose pour 2007/2013. Mais, en plus, on obtient le financement du tram-train, dans sa première partie, et le financement de la route littorale. Cette fois-ci, pour la période 2007/2013, grâce à ce dépassement de crédits courants, nous avons au total l'équivalent de 30 milliards de francs. Jamais on n'a obtenu de tels crédits à La Réunion. Ces 30 milliards de francs seront utilisés, non seulement aux infrastructures et aux équipements habituels comme dans la période 2000-2006, mais en plus, à la construction de la route et à la première partie du tram-train. Rappelons qu'à elle seule, la Route des Tamarins a procuré un emploi direct à 1500 Réunionnais et induit 1500 autres emplois. Des centaines de Réunionnais qui touchaient par exemple le RMI ou l'ASSEDIC ont été envoyés en France ou dans d'autres pays pour se former. Aujourd'hui, ils ont une profession. Ces deux nouveaux grands chantiers, qui sont désormais financés, donneront deux fois plus d'emplois que la Route des Tamarins, avec des professions nouvelles. Si certains promettent aux jeunes le RMI, le CIA, le contrat d'avenir etc., nous, on leur propose d'aller se former. Formons des centaines de jeunes Réunionnais pour que demain, avec leur nouveau métier, ils construisent la route et le tram-train pour leur pays ! (Applaudissements)

Face à cela, et parce qu'on est en période électorale, certains, qui aspirent à des responsabilités et qui sont dans l'opposition à la majorité du Conseil régional, estiment que c'est un « mauvais accord » et que c'est l'Etat qui doit tout payer. Mais dire cela c'est engager la candidate qu'ils soutiennent ! Si jamais elle gagne, acceptera-t-elle dans cette fois, un « bon accord », de payer la totalité du milliard de la route littorale ? Quand le péage est condamné par ses porte-parole, acceptera-t-elle de payer les 215 millions correspondants ? Certes nous avons enregistré avec satisfaction que la candidate a fait préciser qu'elle n'était pour rien dans les prises de position de son représentant à La Réunion... qui n'engageait que lui. Ces choses sont très importantes, beaucoup trop sérieuses pour que des gens irresponsables s'occupent aujourd'hui — vainement d'ailleurs — d'exciter la population.

Ils reprennent par exemple la polémique avec le péage. Or le péage est estimé à moins d'un euro et entrerait en vigueur au plus tôt en 2017, dans 10 ans. Vous avez vu quand j'ai interrogé le journaliste à la télé: « combien coûte un paquet de brèdes ? Et combien coûtera-t-il dans 10 ans ? ». En 10 ans on aura le temps de voter pour trois Présidents de la République, en 2007, en 2012 et en 2017. C'est donc après l'élection du 3^{ème} Président de la République que la question du péage à un euro se posera. On ne peut pas abaisser la politique à ce niveau-là quand il s'agit de l'intérêt général des Réunionnais. (Applaudissements)

Grâce à ces grands travaux des emplois vont être créés pour 10 ou 15 ans, pas seulement dans les travaux publics mais dans tous les secteurs d'activités. Ces 2 milliards 300 millions supplémentaires irrigueront toute l'économie du pays et vont aider à la marche des entreprises, à la création d'emplois car les travailleurs des travaux publics consomment, se logent, se déplacent, ont des loisirs etc. Jamais dans l'histoire de notre pays nous n'avons obtenu un tel résultat qui permette de faire avancer ainsi toute l'économie du pays. Avant que les entreprises ne commencent le chantier de la Route des Tamarins, nous avons discuté avec elles au moment des appels d'offres et leur avons demandé que, quelles que soient leurs propres capacités techniques, des entreprises de La Réunion puissent bénéficier de ces crédits. Dans une réunion qui s'est tenue cette semaine à la Région, les dirigeants de la Fédération du bâtiment rappelaient que les entreprises adjudicataires ont accepté notre demande et que 70 % des crédits de la Route des Tamarins ont bénéficié aux entreprises de La Réunion pour faire travailler les travailleurs de La Réunion. Mais ce vers quoi nous allons est encore plus important, parce que

les chantiers de la Route littorale, les chantiers du tram-train représentent un volume deux fois plus élevé, alors qu'il s'agit seulement de la première phase du tram-train. 4 ou 5 groupements d'entreprises et de banques de renommée mondiale vont bientôt soumissionner. Comme le souhaitent certains investisseurs de La Réunion, nous demanderons que le groupement qui l'emportera accepte dans ses rangs des entreprises et des investisseurs réunionnais. Nous ne pouvons pas penser que les milliards pour lesquels nous nous sommes battus puissent profiter seulement à des grandes entreprises et pas aux entreprises de La Réunion également.

Prolongements

Au-delà de ces deux grands chantiers, nous pensons que la Route des Tamarins doit se prolonger en route de moyenne altitude, soit à 250 mètres d'altitude vers le Sud jusqu'aux Lianes et vers l'Est jusqu'à Cambourg. Vous le verrez un jour — car nous ferons face à nos responsabilités —, il s'agit, en ce début de siècle, de doter La Réunion de trois grands axes de circulation. Un qui est constitué par la route actuelle sur le littoral, la 2x2 voies de Saint-Benoît à Saint-Pierre, le second sera la route de moyenne altitude et le troisième, vers 600 ou 700 m d'altitude, la route actuelle des Hauts appelée Chemin gouvernement ou route Hubert Delisle. Ce n'est qu'avec cette armature que notre pays aura les moyens de développer les communications. Mais, comme ce réseau routier ne pourra pas, avec les automobiles seules, assurer tous les déplacements pour les raisons déjà évoquées tout à l'heure, le tram-train offrira un transport collectif qui allègera l'effort demandé à la route.

La mise en place de ce schéma d'aménagement va bouleverser toute l'organisation de La Réunion. En effet, si les gens prennent le train au lieu de leur voiture, ils voudront un service équivalent : sortir de chez eux, aller au travail, puis rentrer le soir. Les mairies et les EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) devront organiser des systèmes de transports collectifs capables de faire face à l'arrivée dans les gares, à intervalles réguliers, de centaines de voyageurs déversés toutes les cinq minutes par le tram-train, le matin et le soir, les enfants allant au collège ou au lycée, les fonctionnaires, les employés allant au bureau, les travailleurs se rendant dans les zones industrielles. Les transports devront être organisés en un véritable maillage et ce réseau de transports représente des centaines et des milliers d'emplois à créer pour les jeunes de notre pays. Voilà ce qu'il y a dans ce protocole que nous avons signé à Matignon le 19 janvier.

De même, lors de la signature dans quelques jours du Contrat de projet Etat/Région, le Ministre de l'Intérieur annoncera une franchise d'entreprises pour toute La Réunion, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables. Autrement dit, sous l'impulsion de la Région et en relation avec le Protocole de Kyoto, plus de 700 emplois permanents ont déjà été créés dans un domaine nouveau pour La Réunion. Ainsi, en quelques années, nous avons doté La Réunion d'un parc de chauffe-eau solaires trois fois plus important que celui qui existe dans toute la France. Nous avons encouragé l'installation au Port de la plus grande microcentrale d'origine solaire. Mais notre ambition est que toute La Réunion soit dotée d'une électricité d'origine solaire, éolienne, géothermique, marine ou autre pour qu'on n'ait plus à payer de pétrole, actuellement le premier poste d'importation, et que les gens bénéficient d'une énergie suffisante et pas plus chère qu'aujourd'hui. Nous pensons aussi au-delà de 2013 et nous estimons que le tram-train doit être prolongé jusqu'à Saint-Joseph, au Sud, et jusqu'à Saint-Benoît, à l'Est. Or cela dépend essentiellement de la capacité des populations de ces villes à demander à leurs maires de changer d'avis sur cette question : vous aurez l'occasion de le faire...

Energies renouvelables

Nous assurons ainsi un niveau d'activités dans l'île toujours plus important pour qu'il n'y ait pas une aggravation du chômage, car rappelons que 144 000 personnes supplémentaires arri-

veront sur le marché du travail dans les prochaines décennies. Concernant les énergies renouvelables, nous n'en sommes qu'au début. Les premières fermes éoliennes ont été construites, le solaire se développe, et, cette année, auront également lieu les premiers forages d'exploration dans la région du volcan. Quand le volcan entre en éruption, tout le monde court voir le spectacle mais ne pense pas à la source de chaleur qui est là, sous nos pieds. Eh bien, si on arrive à trouver les zones où l'eau qui s'infiltre est chauffée et à capter cette vapeur, nous aurons une centrale électrique ne consommant ni fuel, ni houille et donc non polluante.

D'autres projets sont en cours d'étude comme capter l'énergie des vagues. Agard la mèr koté lo Gouf, agard la mer koté lo Souflèr, ou lèv ou sava ou rovien, la mèr i bat touzour. Trois sites ont déjà été choisis pour transformer l'énergie des vagues en électricité, comme cela se fait déjà dans des îles écossaises. Vous avez vu ce qui est arrivé hier à Maud Fontenoy dans son tour du monde à contre-courant. Vous saluez son héroïsme parce qu'elle a affronté les 40° rugissants et les 50° hurlants et des vagues hautes de 15 mètres. Or, ces vagues-là viennent mourir dans le sud de l'île, à Saint-Pierre, à Saint-Philippe et l'Etang-Salé. Avec le CNRS, des laboratoires et des entreprises du Portugal qui ont déjà construit des microcentrales utilisant le mouvement vertical permanent de la houle, nous verrons comment convertir cette énergie en électricité. Nous tiendrons notre pari devant le gouvernement et devant le monde : nous ferons de La Réunion une terre autosuffisante sur le plan de l'énergie en 2025. (Applaudissements)

De nouveaux secteurs d'activité vont se développer pour des raisons socio-démographiques. On constate déjà l'augmentation régulière du nombre de centenaires et l'allongement de la vie va modifier la pyramide des âges. La proportion de personnes âgées va, progressivement mais négluctablement, augmenter. Dans le même temps, les modes de vie ont changé. On est passé d'une société rurale où joue la solidarité familiale à une société urbaine. Qui s'occupera des personnes âgées, des personnes dépendantes, des personnes malades restant à domicile ? Dans cette perspective, il faudra donc développer les services à la personne. De la même façon, la garde et les soins des jeunes enfants pourraient être assurés grâce au développement de ce secteur qui offrira ainsi de nombreuses possibilités d'emploi.

La Réunion a des atouts, elle a des ressources humaines, elle a des ressources naturelles qu'il faut valoriser. Aussi, à la fin de l'année, en décembre, avons-nous des chances de connaître un événement considérable. En effet, La Réunion a été choisie, pour ses réalisations dans les divers domaines évoqués, comme lieu de rencontre des îles d'Europe et du monde. Les îles réparties sur tous les océans ont des problèmes analogues à résoudre : énergie, logement, etc. Parmi ces centaines et ces centaines d'îles, l'Organisation Internationale a choisi La Réunion parce qu'elle considère que La Réunion mène une politique exemplaire.

Rayonner

Que voulons-nous dire quand nous disons qu'il faut ouvrir La Réunion au monde. Alors que certains pensent qu'ils doivent occuper toutes les places parce que « kréol i koné riyin fèr », nous voulons montrer, au contraire, qu'on est capable, si on nous en donne les moyens — et nous les aurons —, de rayonner à travers le monde. Ce n'est pas un petit honneur que de voir toutes les îles du monde se réunir ici pour voir nos réalisations et s'intéresser à nos projets. Il s'agit de montrer comment, à partir du Protocole de Kyoto et de l'après Kyoto, au-delà de 2012, nous parviendrons, dans les conditions propres à notre île, à prendre les mesures qui sont préconisées pour sauver la planète. C'est cela ouvrir La Réunion au monde, c'est cela montrer notre niveau d'excellence, c'est à cela que pensait Laurent quand il évoquait « la parole réunionnaise au monde ».

Il nous faut faire confiance à cette jeunesse qui se lève et valoriser notre île pour qu'elle atteigne un niveau envié par les pays voisins qui demandent à coopérer avec nous. C'est pourquoi la Région a aidé à financer le cyclotron qui permettra d'économiser 2000 voyages sanitaires

vers Paris, de soigner ici des cas de cancer et d'aider à la recherche. Nous avons obtenu du gouvernement que nos établissements hospitaliers soient réunis en un Centre Hospitalier Régional (CHR), condition pour un futur Centre Hospitalier Universitaire (CHU) qui formera à La Réunion les aides-soignantes, les sages-femmes, les infirmières, les kinésithérapeutes, les médecins pour La Réunion et pour les pays voisins. Après l'épidémie de chikungunya, un centre de recherches sur les maladies émergentes doit permettre à La Réunion d'apporter sa contribution à la recherche mondiale pour guérir le chikungunya, la fièvre du West Nile, la dengue, etc.

La Réunion d'abord

Nous voulons promouvoir les Réunionnais et c'est cette nouvelle population active de 144 000 personnes qui nous en donnera les moyens et non la classe politique décadente qui, chaque jour, nous montre jusqu'où elle se plaît à descendre. L'ouverture de notre pays au monde, l'objectif d'excellence, la recherche, La Réunion, seule région d'outre-mer choisie comme pôle de compétitivité : ces perspectives considérables s'ouvrent devant nous à condition qu'on ne regarde pas constamment vers Paris pour voir si un Ministre ou un Président va donc anou in sourir. Quand on nous invite à appuyer tel candidat, on ne pose jamais au préalable la question de savoir si lui va nous soutenir à La Réunion. On est toujours allé offrir nos services, alors qu'il s'agit d'abord de l'intérêt de La Réunion ; 10, 12 voire 16 candidats vont se présenter, mais nous, nous avons un candidat, c'est La Réunion et c'est l'intérêt de La Réunion. (Applaudissements)

C'est une véritable révolution que nous devons opérer dans la tête des uns et des autres. Des milliers de Réunionnais militent dans de nombreuses associations, avec des difficultés, des dérapages parfois. Eh bien, nous proposons de faire une chambre consulaire des associations. Il y a bien une chambre de commerce et d'industrie, une chambre d'agriculture, une chambre des artisans. Alors faisons une chambre des associations regroupant ces milliers de bénévoles qui participent ainsi chaque jour activement au développement de notre pays ! Voilà la confiance qu'il faut faire à nos compatriotes ! C'est le but de notre Alliance.

Nous sommes à la croisée des chemins. Si nous nous trompons l'île est perdue, mais si nous avons la volonté politique, la fermeté politique, la volonté de rassembler le maximum de Réunionnais, alors l'avenir peut être assuré. Ne surestimons pas l'hésitation ou l'hostilité des uns et des autres, qui risquent de perdre leurs avantages, leur situation acquise, car tout cela n'est rien par rapport à l'intérêt général de La Réunion.

Au centre des élections qui viennent, il y a la volonté de promouvoir La Réunion d'abord. Sur ce plan, deux conditions sont à remplir. La première est que les Réunionnais soient animés par la conscience d'appartenir à une même société. Autrement dit, il nous faut corriger les inégalités sociales, il nous faut à tout prix retrouver un nouveau contrat social, il nous faut renforcer les capacités économiques, soutenir les entreprises et, pour avoir une société plus cohérente, il faut avoir conscience d'appartenir à un pays où nous voulons vivre ensemble. Vous entendez partout dans le monde que les gens s'affrontent à cause de leurs différences de couleur de peau, d'identité, de religion. Or, par un mécanisme qui est à étudier on est passé par-dessus ces siècles de souffrances et d'humiliations et on a réussi à construire une société de type nouveau.

Dans notre société, il n'y a pas « une communauté blanche », « une communauté zarab », une « communauté indienne », « une communauté créole », « une communauté cafre », « une communauté comorienne » etc. Ici, on ne peut plus parler de « communautés » que sur le plan religieux. Nous avons tellement échangé entre nous que nous ne pouvons pas appartenir à d'autre communauté qu'à la communauté réunionnaise. (Applaudissements) En chacun de nous, nous le sentons bien, il y a une part de nos ancêtres venus de tous les pays, ceux qui sont venus de France, ceux qui sont venus d'Afrique, de Madagascar, de l'Inde dravidienne, de

l'Inde musulmane, de Chine, des Comores et d'ailleurs. Il y a eu tellement de mélanges que je me rappelle qu'un cercle généalogique avait affirmé que le Dr Pierre Lagourgue et moi-même avions une ancêtre commune qui était malgache. Il avait trouvé cela formidable. Autrement dit, chez nous tous, dans nos veines, si l'on peut dire, coulent du sang indien, du sang chinois, du sang français, du sang africain, etc. C'est cela notre fierté, parce que nulle part au monde on ne trouve un peuple qui a su résoudre pour l'essentiel des problèmes ailleurs quasi insurmontables. C'est pourquoi nous avons proposé la création de la Maison des Civilisations et de l'Unité réunionnaise, je répète : et de l'unité réunionnaise. Les premiers projets des architectes lauréats sont déjà arrivés. Des architectes du monde entier ayant concouru, cette Maison permettra de rendre hommage à tous les Réunionnais venus de tous les continents, riches comme pauvres, venus de Madagascar, des Comores de l'Inde, de l'Afrique, de Chine. C'est un équipement rendant hommage à tous nos ancêtres sans exception. Il montrera leur mérite d'avoir traversé les océans, d'avoir subi ce qu'ils ont enduré et d'avoir été capables de transmettre ce qui était pour eux l'essentiel.

En exaltant toute l'histoire, toutes les cultures de nos ancêtres, nous sommes certains que nous allons ainsi renforcer l'unité réunionnaise. Ce processus s'est accéléré dans les dernières décennies. Je me souviens d'avoir reçu, à la Mairie du Port, au début des années 80, Pierre Mauroy, Premier Ministre de François Mitterrand. A son étonnement, j'avais choisi d'évoquer un thème qui me paraissait déjà fondamental : l'identité de notre peuple métis. La Réunion, c'est d'abord le métissage, lui ai-je dit. Or, dans les comptes-rendus de presse, cet aspect avait disparu, car jugé secondaire. Aujourd'hui, tout le monde vante le métissage. Il ne faut jamais reculer quand on est convaincu qu'on a raison. L'affirmation de notre identité est donc essentielle.

Nouvelle génération politique

Sur un autre plan, on souligne que nous sommes un département, une région d'un pays démocratique, la preuve en étant l'organisation d'élections qui permettent au peuple de jouer son rôle. Mais le peuple à La Réunion a tellement été trompé que beaucoup « entrent en transes » dès que s'annoncent des échéances électorales. Aussitôt, on s'interroge sur les noms des candidats. Mais il faut faire le bilan de l'action de ceux qui sont là depuis 50 ans, il faut faire le bilan de ce que chacun a apporté. Toute notre population active, celle qui va construire La Réunion, dans les entreprises, dans les services, dans tous les secteurs, va être une génération nouvelle. Alors, si la génération qui fera La Réunion est une génération nouvelle et quasi majoritaire, il nous faut également une nouvelle génération politique à La Réunion ! (Applaudissements). La démocratie ce n'est pas l'auto-désignation d'un candidat, c'est le peuple qui doit choisir le meilleur à partir de ses actes.

Il y a ici 24 communes, un Conseil général comptant 49 membres, un Conseil régional avec 45 membres. Cela fait donc des centaines de postes de responsabilité. Des communes se sont regroupées en Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, offrant des postes de responsabilité importants. Il y a également des SEM (Sociétés d'Economie Mixte). Pourquoi trouve-t-on toujours les mêmes têtes partout ? Nous avons la chance d'avoir les élections législatives juste après l'élection présidentielle, puis dans un an les élections municipales et cantonales. Il faut donc que, dès maintenant, l'ensemble de notre population active se prépare : c'est elle qui fournira, au nom de l'Alliance, les candidats et les candidates à ces centaines de postes de responsabilité. L'apport des partis est certes inestimable, parce qu'ils se regroupent, discutent, proposent des solutions. Mais ils ne peuvent pas être les seuls. Quand nous avons constitué la liste de l'Alliance lors des élections régionales de 2004, nous avons fait appel à la société civile dans toute la diversité de ses membres et de ses occupations. Nous n'avons jamais demandé à quiconque son acte de baptême politique. Par là, nous sommes sortis de la période primaire, primitive, de la conception sectaire de la politique à La Réunion. Chacun

peut apporter quelque chose, s'il ne pense qu'à l'intérêt de La Réunion, s'il sort de son agnouiement vis-à-vis de Paris et se refuse à être un serviteur obéissant.

C'est pourquoi nous vous proposons de renouveler toute notre scène politique. On a fait état devant vous des manques dans les domaines de l'enseignement, de l'aide sociale et d'autres encore. C'est à vous, qui serez présents au conseil général, au conseil régional, dans les mairies, de prendre les problèmes directement en main. Nous ne rejeterons pas la faute sur les autres. Nous réclamons la responsabilité de faire. Prenons l'exemple de la Route littorale. Nous avons constamment rappelé au gouvernement qu'elle relève de sa responsabilité, ce qu'il a fini par admettre. Mais, une fois les financements obtenus et les problèmes techniques résolus, il faut arrêter de « se renvoyer la balle ». Nous ferons la démonstration que la Région, sans aucune obligation, est prête à prendre la responsabilité de la réalisation de la nouvelle route littorale sécurisée. Nous montrerons que les Réunionnais sont capables de faire en 10 ans ce que le pouvoir n'a pas réussi à faire en 50 ans. Voilà la prise de responsabilité politique telle que nous la vivons.

Union de notre peuple

Il faut que, dans toute l'île, il y ait le passage des positions de pouvoir d'une génération à l'autre. Cette transmission entre les générations exige qu'on ne dresse pas les jeunes contre les vieux, et les vieux contre les jeunes, les femmes contre les hommes et les hommes contre les femmes. Au contraire, il faut qu'on organise, ensemble, ce passage du pouvoir entre générations. Sur ce plan, je ne connais pas de meilleur exemple que celui, à l'époque, de deux des plus grands politiques de La Réunion, Raymond Vergès et Léon de Lépervanche. En 1956, lors des élections législatives, le Dr Vergès a posé la question de son remplacement. Il a proposé que de nouveaux cadres prennent des responsabilités. Il s'est donc retiré, tout en participant à la campagne ; de Lépervanche a fait de même. Eh bien, avec Raymond Mondon, nous avons remporté la plus grande victoire politique de La Réunion, avec l'appui à la fois de ceux de qui étaient aux affaires et d'une nouvelle génération politique.

Aujourd'hui, nous voulons réussir, au niveau de toute La Réunion, cette transmission entre générations politiques à partir de celle qui a, souvent pendant des décennies, animé l'action politique, vers celle qui accède à la vie sociale active. Le problème n'est pas de remplacer tel ou tel dans l'immédiat, mais c'est un passage qui doit avoir lieu dans l'avenir certes, mais au plus tôt. Ceux qui ont détenu si longtemps le pouvoir doivent organiser le passage du pouvoir aux jeunes et aux femmes de ce pays : qu'ils fassent confiance à nos compatriotes ! Et que ceux-ci fassent preuve de modestie, car ce n'est pas parce qu'on est maire ou élu régional qu'on connaît tout. L'irresponsabilité et la bêtise sont partagées par toutes les générations. L'âge ne détermine pas les capacités de dévouement et de responsabilité et il faut sortir de cette contradiction piège. C'est un élément d'union de notre peuple ; que toutes les générations confondues, avec l'égalité parfaite des sexes, participent au pouvoir et au développement de notre pays !

Il nous faut voir tous les problèmes, y consacrer du temps et en partager la préoccupation avec tous. Que ce soit la dimension européenne de notre lutte, la mondialisation, le rattrapage de nos retards, que ce soit le souci de notre environnement, la recherche, l'innovation. Aujourd'hui, en 2007 et pour la période 2007-2013, les financements sont assurés, y compris leurs prolongements. Le mandat du Président de la République couvrant la période 2007-2012, nous avons assuré, au-delà de 2012, tous les financements avant même l'ouverture de la campagne. Que va-t-on raconter dans la campagne électorale ? Ce résultat est l'œuvre de l'Alliance, et dans l'Alliance personne ne peut s'adjuger pour soi-même le mérite. L'Alliance est une nouvelle forme de partage des responsabilités et de travail collectif qu'il nous faut faire triompher dans toute l'île. C'est pourquoi, avec les atouts que nous avons, avec les premiers financements assurés, on démarre ce début de siècle avec des avantages jamais obtenus

précédemment. Il faut compléter cela en développant les compétences sur le plan communal, inter-communal, départemental, régional. Ainsi nous ferons correspondre le progrès économique, le renforcement de nos entreprises, leur compétitivité, avec le renforcement de la cohésion sociale de notre île. Il n'y a pas d'autre voie et cela exige à la fois la modestie et la fermeté. Nous nous sentons responsables de tous les problèmes de l'île, que ce soit de la pauvreté des 400 000 personnes à la CMU, au RMI, au RSO, etc, ou de la capacité de nos entreprises à se fortifier et à avancer. C'est cela avoir le sens des responsabilités c'est cela qui nous donne le droit de réclamer plus de responsabilité dans la direction de notre pays.

La difficile conquête de la responsabilité

Ne croyez pas que ces événements échappent aux uns et aux autres ! Ce qui fait la crise politique à La Réunion, c'est la perte de crédibilité de notre classe politique à Paris. Que l'on vote pour l'un pour l'autre, vous n'empêcherez pas que les cadres supérieurs parisiens et les détenteurs du pouvoir fassent la distinction entre ceux qui sont crédibles et ceux qui ne le sont pas. C'est pourquoi nous devons continuer dans notre voie, la voie qui fait que ce sont les Réunionnais qui doivent prendre en main la direction de leur île. Ainsi que le disait Aimé Césaire, il est fini le temps où il faut danser au carnaval des autres : nous aurons notre propre carnaval, notre propre culture, dans l'ouverture vers les autres. Comme disait Laurent : « nou lé pa plis », on n'est pas arrogants, on n'est pas plus que vous. « Nou lé pa moin », il faut en finir avec l'arrogance coloniale et à ce titre « respekt anou » nous vous demandons donc de nous respecter, surtout dans notre pays. (Applaudissements).

Voilà la voie que l'Alliance vous propose, la voie pour laquelle nous demandons que les Réunionnais se mettent debout, se rassemblent afin, qu'à n'importe quel titre, ils puissent participer à la direction de leur pays. Il faut en finir avec le décalque à La Réunion de la vie politique française. François Bayrou n'apparaissait pas en mesure de conquérir le pouvoir ? Tout le monde l'a trahi ! Maintenant qu'il a une chance, « inné i kour déjà deryè li ». Est-ce là une attitude digne ? D'autres étaient pour Chirac, et maintenant qu'il ne se présente plus, ils se battent pour être au premier rang des comités pour Sarkozy. Vous croyez que Sarkozy ne le remarque pas ? C'est là un manque de dignité de la classe politique. Il faut en finir avec la démagogie, il faut en finir avec la légèreté, il faut en finir avec l'irresponsabilité, le moment est venu de se mettre debout, d'être responsables et de prendre tous en main les destinées de La Réunion.

Aujourd'hui ce moment est venu.

Là est le nouveau tournant historique.

1848, avec l'abolition de l'esclavage, ce fut la date de la **liberté** à La Réunion.

1946, ce fut la conquête de l'**égalité**.

Maintenant, c'est la conquête la plus difficile, la conquête de la **responsabilité** et du développement de La Réunion !

Sur ce plan, nous sommes comptables de l'héritage reçu des générations qui nous ont précédés et qui se sont battues, mais aussi des générations à venir. Quelles que soient les difficultés, l'union va nous permettre d'avancer ensemble. Je ne sais pas du tout comment la campagne électorale va se passer, sinon que beaucoup entrent en transes. Mais battons-nous unis ! Certes, on ne peut obliger les gens à être toujours unis et sans doute, lors des municipales, des personnes voudront tenter leur chance dans des primaires. L'avantage, c'est de connaître le poids exact de chacun correspondant à son influence, mais cela divise et la division amène la défaite. Nous verrons bien comment cela se passera, mais notre objectif, au-delà de ces aspects individuels, est d'organiser le remplacement positif, le passage de pouvoir d'une génération à l'autre. Tous les jeunes du pays, toutes les femmes, tous les hommes, préparez-vous à cette tâche de responsabilité pour l'intérêt de notre pays !